



Comment Paris aide l'armée ukrainienne avec ses armes?

Par [Pierre Duval](#)

Mondialisation.ca, 05 juillet 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

La France est devenue l'un des sponsors les plus actifs de l'armée ukrainienne dans le conflit actuel. Si dans l'absolu son aide, à première vue, ne semble pas très importante, d'un point de vue qualitatif, les Français occupent des positions de leader.

Cela est principalement dû à la livraison d'obusiers Caesar automoteurs de 155 mm à l'Ukraine qui ont une portée de tir allant jusqu'à 41 km. Cette capacité de tir rend ces canons comparables en portée, aux canons automoteurs russes beaucoup plus lourds de 203 mm 2S7M Malka.

Lutter contre ces systèmes de batterie est une tâche difficile. Les obusiers français, qui se trouvent entre les mains de l'armée ukrainienne, sont devenus une acquisition très précieuse qui est utilisée pour détruire des cibles particulièrement importantes à l'arrière du front. Des rapports ont, d'ailleurs, été effectués sur l'utilisation de ces systèmes pour bombarder les zones résidentielles de Donetsk.

En plus des canons automoteurs Caesar, les Français ont exporté vers l'Ukraine leur derniers missiles antichars MMR ATGM et les anciens systèmes antichar Milan ont, également, été transférés. De manière générale, début juin, le volume de l'aide militaire française [s'élevait](#) à environ 100 millions d'euros.

Paris ne compte pas s'arrêter là. Dans les prochains jours, les véhicules blindés de transport de troupes à roues VAB retirés du stockage seront en Ukraine. Un convoi avec une quinzaine de ces véhicules de combat blindés [a été vu](#) en Slovaquie sur des camions de l'armée américaine. Ces blindés font partie de la nouvelle livraison de matériels déjà [annoncée](#) par l'Élysée tout comme l'envoi de missiles antinavires français Exocet.

Une telle activité pose des questions. La coopération militaro-technique franco-ukrainienne dure depuis plus d'un an, et jusqu'au 24 février 2022, elle se développait déjà assez activement. Elle ne peut pas être qualifiée de très importante au regard des standards du commerce mondial des armes.

Depuis 2015, la France a [délivré](#) au moins 76 licences d'exportation de matériel de guerre à la Russie pour un montant de 152 millions d'euros. Ces exportations d'armement vers la Russie ont, cependant, considérablement baissé au fil des ans. De 80 millions d'euros en 2014, le montant des livraisons d'équipements est passé à 5,5 millions en 2018 et à seulement 300 000 euros en 2020, d'après le [rapport](#) du ministère des Armées remis

chaque année aux parlementaires. Les ventes d'armes à l'Ukraine ont, à l'inverse, grimpé en flèche, passant de zéro en 2015 à 97 millions d'euros en 2020, [précise Le Monde](#).

Le principal moteur du rapprochement avec la France dans le domaine de la défense a été l'ancien ministre ukrainien de l'Intérieur, Arsen Avakov, qui est devenu le principal lobbyiste et directeur des entreprises de défense françaises en Ukraine. Avec sa participation directe en 2018, le premier contrat majeur a été signé pour la livraison de 55 hélicoptères fabriqués par Airbus Helicopters, dont 21 hélicoptères H225 (tous d'occasion), 24 H125 de nouvelle production et de 10 nouveaux H145 pour un total de 551 millions d'euros. Fin 2021, l'Ukraine a reçu 18 hélicoptères, dont deux H125, six H145 et 10 H225.

Mais la coopération ne s'est pas arrêtée aux hélicoptères. Avec le lobbying actif d' Arsen Avakov, un accord a été conclu en 2020 pour l'envoi de 20 bateaux OCEA FPB 98 MKI d'une valeur de 136,5 millions d'euros pour être employés au service des gardes-frontières d'Ukraine. La société française OCEA, qui fabrique ces navires a indiqué en 2019 pour un premier lancement qu'elle a [remporté](#) la consultation internationale lancée par le ministère ukrainien de l'Intérieur .

Malgré le limogeage d'Arsen Avakov en juillet dernier, les contrats conclus avec lui ont continué d'être exécutés, même si les Français ont commencé à perdre progressivement des positions qui ont été occupées par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Dans le même temps, Paris ne perdait pas l'espoir de se redresser grâce à des contrats aussi onéreux que la fourniture d'un satellite de télédétection terrestre et d'un lot d'avions de chasse Rafale. Mais, la base commerciale de la coopération entre les deux pays a été noircie d'une croix dès le début du conflit en Ukraine.

Malgré la très forte gesticulation d'Emmanuel Macron en faveur de l'Ukraine, le transfert d'armes vers Kiev a fini par déjà poser des questions en France même. Par exemple, les promesses du président français de livrer les obusiers Caesar ont obligé d'en ponctionner à l'armée française où il n'y en a que 75. Cela a aussi impacté le contrat d'exportation en cours avec le Maroc concernant 36 obusiers. Des questions similaires sont soulevées pour la livraison d'ATGM MMR.

Leur nombre exact est inconnu. Mais, l'armée française a acheté 1900 missiles pour ce complexe, dont 200 à 300 unités ont été utilisées lors d'exercices, de tests et pendant des opérations de combat en Afrique. Le transfert de quelques dizaines de ces missiles affecte la capacité de combat de la France elle-même et sa réputation comme fournisseur d'armes fiables.

Un signe de l'épuisement des capacités de Paris a été le transfert de véhicules blindés de transport de troupes VAB déclassés. Cet engin n'appartient en aucun cas aux types d'armes modernes. Ils sont peu susceptibles d'être demandés sur le marché étranger. Probablement, nous devrions continuer à nous attendre à la livraison de tels systèmes, sans exclure le célèbre fusil automatique français FAMAS qui est maintenant remplacé par le NK416F allemand.

Ainsi, la France est un important fournisseur de l'Ukraine en ce qui concerne les systèmes d'armes qui sont les plus demandés (artillerie longue portée, véhicules blindés). Cependant, la petite taille et les capacités relativement modestes de livraison d'armes déclassées ne devraient pas amener la France au premier rang des donateurs de l'Otan.

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Pierre Duval](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Pierre Duval](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca